

ENTREPRENEURIAT FÉMININ A MBUJI-MAYI : *État de lieux et perspectives*

Par

Fred NYANGUILA TSHIMUENEKA

Assistant à l'Université de Mbuji-Mayi « UM »

et

Hermann NKONGOLO KAZADI

Doctorant à Tokyo University of Agriculture and Technology (TUAT)

RÉSUMÉ

Dans bon nombre de villes des pays en développement, la femme joue un rôle socio-économique indéniable, étant donné sa traditionnelle fonction de ménagère, ses multiples initiatives socio-économiques et son apport dans le développement de la société. De nos jours, la femme de Mbuji-Mayi, grâce à son accès à l'instruction et aux diverses informations qu'elle a suivies, est devenue très active dans différents domaines. Suite au manque d'emploi dans le secteur formel, nombreuses sont ces femmes qui ont créé leurs propres unités de production dans le secteur informel ; elles gèrent des petites structures économiques dans lesquelles elles vendent des divers produits et services pour juguler le chômage. La culture entrepreneuriale est en forte croissance qui incite ces femmes soucieuses de leur milieu, de leur survie et de leur développement, à prioriser l'entrepreneuriat comme moyen de lutte contre la pauvreté et à se donner progressivement les moyens d'actualiser ce potentiel. Et cette culture serait en effet constituée de qualités et d'attitudes exprimant la volonté d'entreprendre et de s'engager pleinement dans ce que l'on veut faire et mener à terme. Cependant, plusieurs défis (financement, accompagnement, formation, etc.) restent à relever pour aider la femme entrepreneure de Mbuji-Mayi ; d'émerger et de contribuer efficacement au développement socio-économique local.

Mots-clés : Développement, Entrepreneuriat, secteur informel, structures économiques, survie, pauvreté, chômage, initiatives socioéconomiques.

SUMMARY

In many cities in developing countries, women play an undeniable socio-economic role, given their traditional role as housewives, their multiple socio-economic initiatives and their contribution to the development of society. Nowadays, the women of Mbuji-Mayi, thanks to their access to education and to the various information they have received, have become very active in different fields. Due to the lack of employment in the formal sector, many of these women have created their own production units in the informal sector; they manage small economic structures in which they sell various products and services to curb unemployment. The entrepreneurial culture is growing

strongly, encouraging these women, who are concerned about their environment, their survival and their development, to prioritize entrepreneurship as a means of fighting poverty and to gradually give themselves the means to actualize this potential. And this culture would indeed be made up of qualities and attitudes expressing the will to undertake and to commit fully to what one wants to do and to see through. However, several challenges (financing, support, training, etc.) remain to be met to help the woman entrepreneur of Mbujimayi; to emerge and contribute effectively to local socio-economic development.

Keywords: *Development, entrepreneurship, informal sector, economic structures, survival, poverty, unemployment, socio-economic initiatives.*

INTRODUCTION

La progression de la pauvreté en Afrique subsaharienne affecte sérieusement les classes moyennes et pauvres de la population et rend fragile les classes vulnérables particulièrement les femmes et les enfants. Selon la Banque Mondiale et Oxford poverty and human development initiative, il y avait 593 millions de pauvres en Afrique en 2019, contre 280 millions en 1990 selon l'Indice de Pauvreté Multidimensionnel (IPM) ; soit une progression de plus de 100% en termes absolus.

Ces chiffres bruts cachent une réalité bien évidente ; la disparité de la distribution de la pauvreté selon les sexes dans les pays en développement. Les études classiques actuelles sur la question sexospécifique de la pauvreté constatent que la plupart des pauvres en Afrique sont des femmes, au sens statistique. Ce qui corrobore le propos de l'ONU à la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 estimant que « la pauvreté a un visage féminin » par le fait que 70 % des pauvres du monde étaient des femmes¹. Cette féminisation de la pauvreté et les pesanteurs socioculturelles qu'elle fait peser continuellement sur le statut des femmes constituent les préoccupations majeures dans les programmes nationaux de développement dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Ces programmes ont souvent en commun le fait qu'ils proposent l'entrepreneuriat féminin et l'acquisition des capacités par les femmes comme clés de voûte pour renverser cet état de chose.

Dans bon nombre de villes des pays en développement et dans la ville de Mbuji-Mayi en particulier, par leur dynamisme les femmes constituent les moteurs socioéconomiques des familles, des communautés, etc. ; car c'est au tour d'elles que gravitent toutes les activités ménagères et initiatives socioéconomiques, et sur elles que se fondent l'espoir de développement de la société.

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain: Égalité sociologique entre les sexes et développement humain*, 1995.

Pourtant, la centralité et la contribution des femmes au fonctionnement des ménages ne sont toujours pas appréciées à leurs justes valeurs à causes des normes socioculturelles qui consacrent la primauté de l'homme sur la femme. Ces règles sociales qui puisent dans un système patriarcal bien implanté, peuvent limiter les initiatives entrepreneuriales féminines, leurs revenus, leurs éducations, leurs pouvoirs décisionnels, etc.²

À Mbuji-Mayi où ce système est bien ancré dans l'inconscient collectif, les femmes se retrouvent souvent confinées à exercer les activités précaires et de survie dans le service tels que commerce de détails, ventes aux sauvettes, petits restaurants, etc., qui ne dégagent en général que de « micro-profits ». Les revenus générés par ces activités sont affectés à la fois à la satisfaction des besoins des femmes elles-mêmes, mais aussi et surtout à la satisfaction des besoins essentiels de leurs ménages et de leurs familles élargies.³

À l'heure actuelle, l'avènement des ONG, des structures des micros-finances et microcrédits et autres structures de la société civile ont facilité l'accès à l'instruction, l'information et aux financements à la femme de Mbuji-Mayi. Ce qui lui a permis de devenir très active dans différents domaines de la socioéconomique.

Avec la rareté d'emploi dans le secteur formel en effet, nombreuses sont ces femmes qui ont créé leurs propres unités de production dans le secteur informel ; elles gèrent des petites structures économiques dans lesquelles elles vendent des divers produits et services en vue de générer des revenus nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux de leurs ménages. Cependant, plusieurs défis restent à relever pour aider la femme entrepreneure de Mbuji-Mayi à émerger et à contribuer efficacement au développement socio-économique local notamment le financement, l'accompagnement, la formation, etc.

De ce fait, la question majeure de ce papier est de savoir les stratégies pertinentes à même de contribuer à booster l'entrepreneuriat féminin axé sur l'amélioration des conditions socioéconomiques des femmes au regard de ses contraintes dans un contexte de Mbuji-Mayi.

Quel que soit le domaine dans lequel on a envie de se lancer, c'est la personne qui est au cœur de l'acte d'entreprendre et c'est elle, avec ses talents, ses atouts, ses zones lumineuses et ses zones d'ombre qui va donner la couleur à l'entreprise qu'elle va développer.⁴

² LOCOH, T. et al., *Genre et société en Afrique. Implication pour le développement*, Paris, INED, 2007.

³ BARRY, A. A. et al., *Étude situationnelle sur la famille en Guinée*, Conakry, Observatoire de l'Université de Sonfonia, 2006.

⁴ L'entrepreneuriat, in : <https://yet.brussels/fr/l-entrepreneuriat-c-est-quoi>, consulté le 13/05/2020

En effet, les femmes jouent un rôle important dans le développement socio-économique dans le monde actuel en général et particulièrement en Afrique. Les nombreux succès dans la mise en œuvre de certaines pratiques telles que les « tontines ou les systèmes de microcrédit » à l'endroit des femmes, démontrent leurs fiabilités et leurs sens de responsabilité économique en assurant des charges spécifiques. La préoccupation majeure de chaque femme est celle d'obtenir un certain nombre des biens et des services en vue de la satisfaction des besoins du ménage.

De nos jours, les femmes dirigent désormais un tiers de toutes les entreprises de l'économie formelle à travers le monde. Cependant ; la majorité de celles qui opèrent dans les économies en développement et de transition sont des très petites et des micro-entreprises au potentiel de croissance limité. Au-delà de la sous-représentation des femmes dans les entreprises de toutes tailles, plus l'entreprise est grande ; moins elle est susceptible d'être dirigée par une femme.

Les attitudes sociétales et les normes sociales empêchent certaines femmes d'envisager la création de l'entreprise, tandis que des obstacles systémiques font que des nombreuses femmes entrepreneures restent confinées à des très petites entreprises opérant dans l'économie informelle. Cette situation, non seulement limite leur capacité de gagner un revenu pour elles même et pour leurs familles, mais restreint également leur vrai potentiel de contribuer au développement socioéconomique, à la création d'emplois et à la protection de l'environnement.⁵ En outre, la femme entrepreneure se soucie de sa situation économique et financière en vue de se rassurer de l'amélioration des conditions de vie de son ménage. Ainsi, améliorer ses conditions de vie revient à accroître la production des biens et des services. En plus, il ne suffira pas seulement de produire, mais aussi et surtout d'écouler cette production des biens et des services afin d'obtenir un revenu pouvant doter les ménages d'un pouvoir d'achat permettant la satisfaction objective de leurs besoins. Un niveau élevé de leur revenu permettrait aux femmes entrepreneures d'améliorer les conditions de vie et de sortir du gouffre de la pauvreté. Cette étude emprunte une analyse des difficultés, le potentiel et les perspectives de l'entrepreneuriat féminin au moment où des changements drastiques affectent la technologie à l'échelle mondiale. Il s'agit également d'un vibrant plaidoyer pour la reconnaissance du rôle de la femme dans le développement local.

Ainsi les objectifs de ce papier se déclinent comme suit :

- Identifier et décrire les motivations de l'esprit entrepreneurial chez les femmes ;

⁵ Femmes entrepreneurs dans l'économie informelle in https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_seed/documents/publication/wcms183754.pdf, consulté le 13/05/2020.

- Déterminer la contribution des femmes entrepreneures sur le plan socioéconomique ;
- Suggérer les pistes de solutions capables de contribuer à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin à Mbuji-Mayi.

I. MÉTHODOLOGIE

Dans le ce papier, notre approche méthodologique est fondée sur une combinaison de l'analyse qualitative portant sur la revue des théories sur l'entrepreneuriat vers l'analyse du cas spécifique de la ville de MBUJI-MAYI, de contenu des documents secondaires, des entretiens exploratoires semi-structurés réalisés et des observations personnelles faites sur terrain et sur l'analyse quantitative basée sur des données directes recueillies auprès des répondants au sujet de leur famille, leur éducation, leur expérience du travail, leur possibilité de financement, leur famille et toutes les autres questions entourant ces aspects qui jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie de la population de Mbuji-Mayi. L'analyse qualitative consiste en un diagnostic fonctionnel de l'entrepreneuriat, elle est fondée sur les sources documentaires consultées qui ont permis de rassembler les théories nécessaires ainsi que les éléments relatifs à la population étudiée. Ainsi, la bibliothèque virtuelle en ligne a permis de rassembler différents ouvrages pertinents ainsi que la consultation des documents du bureau de l'état civil à la mairie.

La démarche analytique est fondée autour de deux affirmations structurantes :

- A1 : En disposant des incitants essentiels à travers les politiques publiques, l'État est un acteur majeur à l'éclosion et l'expansion de l'entrepreneuriat féminin à Mbuji-Mayi ;
- A2 : L'accès aux crédits et canaux spéciaux de financements, la promotion des instruments des crédits et l'accompagnement des entrepreneures par les organismes des micros-finances et microcrédits demeurent des défis à relever dans le contexte Mbuji-Mayi.

Cette approche nous a permis d'analyser les facteurs spécifiques des possibilités et contraintes relatives au développement de l'entrepreneuriat féminin. Pour y arriver, nous avons procédé à la collecte des données primaires auprès d'un échantillon constitué de 400 femmes réparti sur les 5 communes de la ville de Mbuji-Mayi tenant compte de la pondération de la population dans chaque commune afin de garantir la représentativité et de recueillir avec exactitude les informations indispensables auprès des personnes directement concernées. Les données ont été recueillies à l'aide du questionnaire semi-structure durant 30 jours allant du 01 au 30 novembre 2022.

Outre le module démographique, ce questionnaire a été élaboré en tenant compte de variables d'étude, notamment le type d'activité, la rentabilité, l'expérience dans l'activité, le capital, les contraintes sociales et économiques à l'activité. La participation à cette enquête se fait sur une base volontaire parmi les femmes entrepreneurs en sol d'une des 5 communes de la ville de Mbuji-Mayi.

Pour les enquêtées qui savent lire et écrire, l'administration était directe (auto-administrations) ; pour celles qui ne savent pas lire l'administration était indirecte. Et donc, la population de référence de cette étude est constituée des femmes entrepreneures. Cette population est définie car il existe l'effectif total approximatif des femmes dans la ville de Mbuji-Mayi. Les critères de sélection de l'échantillon sont donc le genre ainsi que l'activité entrepreneuriale. L'échantillon est donc constitué des femmes ; et l'enquête a été réalisée à cet effet auprès des femmes qui entreprennent une activité économique.

L'exploration statistique des données d'enquête comprend l'analyse univariée et l'analyse bivariée. Ces analyses sont effectuées à l'aide du logiciel d'analyse statistique SPSS.

L'analyse univariée constitue la première étape d'analyse des résultats. Cette analyse nous a permis de décrire le sujet de cette étude sur un ensemble des variables sociodémographiques et comportementales. L'analyse bivariée est utilisée pour analyser les associations pouvant exister entre deux variables.

L'utilisation adéquate des techniques bivariées dépend de la nature des échelles de mesures utilisées dans l'analyse. Les fréquences qui ont été observées concernent : L'âge, commune de résidence, niveau d'étude, état civil, catégorie socioprofessionnelle principale, domaine d'activité, durée de l'activité, motivations entrepreneuriales, source de financement, accompagnement de l'État, conditions de travail, appréciation de l'environnement d'affaires, etc.

Contribution du projet : L'entrepreneuriat constitue un secteur économique vital dans de nombreux pays en développement. Une grande partie des pauvres exerce une ou des activités génératrices des revenus. La promotion de l'entrepreneuriat féminin qui est axée sur la réduction de la pauvreté soutient de manière ciblée les activités des femmes détenant peu de ressources. L'objectif est de les mettre en relation avec le marché et de les moderniser afin d'augmenter leur production et leur productivité, d'améliorer la qualité et la commercialisation de leurs produits et, par conséquent, d'accroître leurs revenus. Parallèlement, la création d'emplois rémunérés dans la production primaire, dans la transformation ou le commerce doit contribuer à atténuer la pauvreté.

II. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Tableau 1. Présentation des fréquences observées

Rubriques	Fréquences	%	% valide	% cumulé
1. Répartition des enquêtés selon l'âge				
18 à 25 ans	117	29,3	29,3	29,3
26 à 36 ans	179	44,8	44,8	74,0
37 à 50 ans	68	17,0	17,0	91,0
50 ans à plus	36	9,0	9,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	
2. Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude				
Primaire	82	20,5	20,5	20,5
Secondaire	101	25,3	25,3	45,8
Universitaire	76	19,0	19,0	64,8
Licencié(e)	43	10,8	10,8	75,5
Autres	98	24,5	24,5	100,0
Total	400	100	100	
3. Répartition des enquêtés selon l'état civil				
Célibataire	120	30,0	30,0	30,0
Marie sans enfants	89	22,3	22,3	52,3
Marie avec enfant	134	33,5	33,5	85,8
Veuve	23	5,8	5,8	91,5
Divorcée	16	4,0	4,0	95,5
Autres	18	4,5	4,5	100,0
Total	400	100	100	
4. Répartition des enquêtés selon la catégorie socioprofessionnelle principale				
Cadre de direction	13	3,3	3,3	3,3
Cadre de collaboration	16	4,0	4,0	7,3
Enseignant	20	5,0	5,0	12,3
Employé(e), ouvrière qualifiée	15	3,8	3,8	16,0
Employé(e), Ouvrière semi-qualifiée	10	2,5	2,5	18,5
Commerçante	175	43,8	43,8	62,3
Artisane	29	7,3	7,3	69,5
Autres	122	30,5	30,5	100,0
Total	400	100	100	
5. Répartition des enquêtés selon le domaine d'activité				
Commerce de friperie	36	9,0	9,0	9,0
Commerce de carburant	29	7,3	7,3	16,3
Commerce d'habillement	36	9,0	9,0	25,3
Commerce de maïs	42	10,5	10,5	35,8
Restauration alimentaire	32	8,0	8,0	43,8
Quincaillerie	23	5,8	5,8	49,5
Papeterie	17	4,3	4,3	53,8
Autres	185	46,3	46,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Rubriques	Fréquences	%	% valide	% cumulé
6. Répartition des enquêtés selon la durée dans l'activité				
0 à 3 ans	158	39,5	39,5	39,5
4 à 7 ans	166	41,5	41,5	81,0
8 à 11 ans	48	12,0	12,0	93,0
11 ans et plus	28	7,0	7,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	
7. Répartition des enquêtés selon les motivations entrepreneuriales dans le domaine d'activité choisi				
Le manque d'emploi	70	17,5	17,5	17,5
L'insuffisance du salaire	34	8,5	8,5	26,0
Pour aider les parents/maris	105	26,3	26,3	52,3
Pour être autonome	93	23,3	23,3	75,5
Autres	98	24,5	24,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	
8. Répartition des enquêtés selon la source de financement				
L'emprunt auprès d'une banque	16	4,0	4,0	4,0
La tontine	38	9,5	9,5	13,5
Contributions familiales	49	12,3	12,3	25,8
Epargne personnelle	103	25,8	25,8	51,5
Capitaux propres	92	23,0	23,0	74,5
Aide du mari	72	18,0	18,0	92,5
Emprunt auprès des personnes physiques	30	7,5	7,5	100
Total	400	100,0	100,0	
9. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de la rentabilité de l'activité				
Oui	369	92,3	92,3	92,3
Non	31	7,8	7,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	
10. Répartition des enquêtés selon la tenue des documents comptables				
Oui	110	27,5	27,3	27,3
Non	290	72,5	72,8	100,0
Total	400	100,0	100	
11. Répartition des enquêtés selon les livres comptables utilisés				
Ne tiennent pas	290	72,5	72,5	72,5
Journal	9	2,3	2,3	74,8
Grand livre	6	1,5	1,5	76,3
Bilan	14	3,5	3,5	79,8
Balance	32	8,0	8,0	77,8
Tableau des recettes et dépenses	44	11	10,8	98,5
Autres	6	1,5	1,5	100
Total	400	100,0	100,0	
12. Répartition des enquêtés selon la raison de non utilisation des documents comptables				
Aucune	110	27,8	27,8	27,8

Rubriques	Fréquences	%	% valide	% cumulé
Manque d'information	129	32,2	32,2	59,8
Manque de formation	91	22,8	22,8	82,5
Manque d'encadrement	70	17,5	17,5	100
Total	400	100,0	100,0	
13. Répartition des enquêtés selon l'accompagnement de l'État				
Oui	15	3,8	3,8	3,8
Non	385	96,2	96,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	
14. Répartition des enquêtés selon le mode d'accompagnement de l'État				
0	396	99,0	99,0	99,0
En exonérant certaines taxes	1	,3	,3	99,3
En faisant des visites mensuelles	2	,5	,5	99,8
Verser un salaire chaque mois	1	,3	,3	100
Total	400	100,0	100,0	
15. Répartition des enquêtés selon le degré d'appréciation de l'environnement des affaires				
0	1	,3	,3	,3
Très satisfaisant	37	9,3	9,3	9,5
Satisfaisant	242	60,5	60,5	70,0
Assez satisfaisant	90	22,5	22,5	92,5
Pas satisfaisant	30	7,5	7,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	
16. Répartition des enquêtés selon l'appréciation des conditions de travail				
0	1	,3	,3	,3
Très bonnes	31	7,8	7,8	8,0
Bonnes	167	41,8	41,8	49,8
Assez bonnes	166	41,5	41,5	91,3
Mauvaises	35	8,8	8,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	
17. Répartition des enquêtés selon les difficultés rencontrées				
Les multiples taxes	67	16,8	16,8	16,8
La hausse du taux de dollars	143	35,8	35,8	52,5
Les difficultés liées au transport	33	8,3	8,3	60,8
Les difficultés liées à l'approvisionnement	54	13,5	13,5	74,3
Les tracasseries administratives et fiscales	55	13,8	13,8	88,0
L'insuffisance de financement	48	12,0	12,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Source : Élaboré sur base des données d'enquêtes

Commentaires

Selon l'âge des entrepreneures enquêtées, il se dégage que la classe modale est celle de l'âge qui varie entre 26 et 36 ans avec la fréquence la plus élevée soit

44,8%. Il est fort probable que la majorité des femmes de Mbuji-Mayi se lancent dans l'entrepreneuriat après s'être engagées dans la vie active et conjugale et cela, souvent après le 25^{ème} anniversaire.

La variable niveau d'études nous renseigne que la majorité des femmes qui entreprennent sont logées dans deux principales classes du primaire et du secondaire avec respectivement une fréquence de 20,5 % et de 25,3%. Ceci s'explique par le fait que plus une femme étudie plus grandes sont les opportunités de s'insérer dans le secteur formel du travail, et inversement.

Pour ce qui est de leur état civil, il y a lieu de constater également que les femmes entrepreneures enquêtées mariées et ayant à leur charge des enfants sont majoritaires et représentent 33,5% de l'échantillon. Les responsabilités et les charges familiales courantes sont souvent des motivations aux femmes mariées et ayant des enfants à entreprendre afin de palier tant soit peu aux besoins tentaculaires de leurs ménages.

Les femmes entrepreneures enquêtées se retrouvent dans une catégorie socioprofessionnelle principale diversifiée. Les résultats de l'enquête en dégagent 7 catégories socioprofessionnelles dans lesquels les femmes exercent leurs activités principales.

De ces résultats, il se dégage également que la majorité des femmes entrepreneures enquêtées sont principalement commerçantes soit 43,8%. Les autres femmes sont des agents dans des administrations privées et publiques diversifiées.

La diversification des catégories socioprofessionnelles permet d'affirmer que certaines femmes sont entrepreneures de façon indirecte, c'est à dire bien que n'étant pas disponibles pour entreprendre elles-mêmes à cause des autres occupations socioprofessionnelles, elles délèguent à d'autres personnes leurs activités entrepreneuriales. Cette situation souligne l'attrait des femmes pour les activités entrepreneuriales.

Le commerce exercé par les femmes est de divers domaines. On retrouve ces femmes dans le commerce de friperie, de carburant, d'habillement, de restauration, etc. La durée dans l'exercice d'une activité entrepreneuriale peut renseigner sur la viabilité ou non de cette activité ; du bon climat d'affaire ou non ; etc.

En effet, les résultats de l'enquête renseignent que la majorité des femmes entrepreneures enquêtées ont une durée de leurs activités variant entre 4 et 7 ans, suivies de celles dont la durée varie entre 0 et 3 ans. Le reste de ces femmes ont plus de 8 ans dans l'exercice de leurs activités entrepreneuriales.

Plusieurs motivations peuvent pousser une femme à exercer une activité entrepreneuriale à titre principale ou secondaire. Selon les résultats de l'enquête, l'aide aux parents et au mari ainsi que le désir d'autonomie constituent en majorité les motivations qui ont suscité chez les femmes enquêtées la volonté d'entreprendre. Ces motivations représentent respectivement 26,3% et 23,3% de l'échantillon. Le manque d'emploi représente 17,5% et les autres raisons 24,5%.

Pour exercer leurs activités entrepreneuriales, les femmes enquêtées font recours à plusieurs sources de financement parmi lesquelles l'épargne personnelle vient en première position avec 25,8%. L'aide du mari ainsi que la contribution familiale représentent respectivement 18% et 12,3% tandis que l'emprunt de banque figure au bas de l'échelle avec 4%.

Le choix de l'activité entrepreneuriale exercée par les femmes enquêtées et la rentabilité dégagée sont appréciés par la majorité de ces entrepreneures soit 92,3%. Par rapport à la tenue des documents comptables, les résultats renseignent que 72,5% des femmes entrepreneures enquêtées ne tiennent pas ces documents. Celles qui les tiennent font le journal d'opérations comptables (2,3%), le grand livre (9,5%), la balance (8%), le bilan (3,5%) le tableau des recettes et dépenses (11%), les autres documents non spécifiés (1,5%).

Plusieurs raisons sont évoquées par les femmes entrepreneures enquêtées pour justifier la non tenue des documents comptables dans l'exercice de leurs activités entrepreneuriales. Parmi ces raisons, le manque d'information vient en première position avec 32,2% de l'échantillon suivi de manque de formation qui représente 22,8% et enfin le manque d'encadrement avec 17,5%.

Quant à l'accompagnement, 96,2% des femmes entrepreneures enquêtées ont affirmé n'avoir jamais reçu de l'accompagnement dans l'exercice de leurs activités. L'environnement des affaires n'est pas très satisfaisant pour 9,3% d'enquêtés et satisfaisant pour 60,5%.

L'enquête réalisée a aussi permis aux femmes entrepreneures de donner leur avis sur les conditions de travail. Les résultats démontrent qu'en dehors d'une seule femme qui ne s'est pas prononcé sur la question, 7,8% jugent les conditions très bonnes, 41,8% les jugent bonnes, 41,5% les jugent assez bonnes et seulement 8,8% des femmes entrepreneures les jugent mauvaises.

Dans l'exercice de leurs activités entrepreneuriales, les femmes enquêtées rencontrent des diverses difficultés. L'instabilité du taux de change (hausse) vient en tête avec 35,8% suivi de la multiplicité des taxes 16,8% ; les difficultés d'approvisionnement, les tracasseries administratives et fiscales, l'insuffisance de financement, etc. figurent aussi parmi les difficultés qui caractérisent l'entrepreneuriat féminin de la ville de Mbuji-Mayi.

Analyse de l'impact des facteurs sur la rentabilité

	Value	df	Asymp. Sig. (2-sided)	Exact Sig. (2-sided)	Exact Sig. (1-sided)
Pearson Chi-Square	7,800 ^a	1	,005		
Continuity Correction ^b	5,294	1	,021		
Likelihood Ratio	5,138	1	,023		
Fisher's Exact Test				,022	,022
N of Valid Cases	400				

Source : Élaboré sur base des données d'enquête

Il est vrai qu'un petit nombre d'entrepreneures ont bénéficié d'un accompagnement de l'État dans leur activité entrepreneuriale. Cependant, le test de chi carré de Pearson démontre que cet accompagnement a un impact sur la rentabilité car la valeur calculée du test équivaut à 7,8 qui est supérieure à la valeur théorique lue dans la table au degré de liberté de 1. L'hypothèse nulle d'indépendance entre les variables étant rejetée, l'hypothèse alternative est donc acceptée.

		Valeur	Signification
Nominal by Nominal	Phi	-,140	,005
	Cramer's V	,140	,005
N of Valid Cases		400	

Source : Élaboré sur base des données d'enquête

Quant à la nature de l'impact de l'accompagnement de l'État sur la rentabilité, la statistique de Phi ressort un impact négatif (-0,140). Cela implique la faible participation de l'État dans l'encadrement des femmes entrepreneures. La quasi non-implication de l'État dans le soutien à ce type d'entrepreneuriat réduit les opportunités des femmes à réaliser la rentabilité à 14,0 %.

Tableau 4 : Test de chi carré de la relation entre la source de financement et la rentabilité

	Valeur	Ddl	Signification
Pearson Chi-Square	21,704 ^a	6	,001
Likelihood Ratio	18,004	6	,006
N of Valid Cases	400		

Source : Élaboré sur base des données d'enquête

Le test d'indépendance de chi carré de Pearson se base sur deux hypothèses :

H_0 : il n'y a pas de relation entre la source de financement et la rentabilité.

H_1 : il y a une relation linéaire entre la source de financement et la rentabilité.

Chi carré 21,704 > 12,59 Chi carré théorique, d'où on rejette l'hypothèse nulle.

La lecture de ce tableau ressort que la valeur de chi carré équivalente à 21,704 est supérieure au chi carré théorique lu dans la table au degré de liberté de 30 qui est équivalent à 12,59. L'hypothèse nulle est donc rejetée et on accepte l'hypothèse alternative selon laquelle la source de financement a un impact sur la rentabilité.

Tableau 5 : Taille d'effet de la relation entre la source de financement et la rentabilité

		Value	Approx. Sig.
Nominal by Nominal	Phi	0,233	0,001
	Cramer's V	0,233	0,001
N of Valid Cases		400	

Source : élaboré sur base des données d'enquête

Quant à la taille d'effet de la relation évoquée plus haut, il ressort de ce tableau qu'elle a une valeur de 0,233 avec un seuil de signification de 0,001. Cela implique qu'il y a moins de 0,1 % de chance de se tromper en affirmant que la relation a une taille d'effet moyenne, soit que la source de financement a un impact de 23,3 % sur la rentabilité.

Discussion des résultats

Les résultats de cette recherche révèlent qu'il y a dépendance entre l'accompagnement des entrepreneures et le niveau de leur rentabilité car le tableau de chi-carré présente le chi calculé (7,8) supérieur au chi-carré théorique (3,84). Et cela donne lieu à l'acceptation d'une hypothèse alternative selon laquelle il y a dépendance entre les variables accompagnement des entrepreneures et le niveau de leur rentabilité.

Considérant la valeur théorique de phi, au seuil de significativité égale à 5%, le test révèle que l'impact de l'accompagnement de l'État bien que soit très important est négatif (soit 0,140). Donc, l'État ne joue pas significativement son rôle dans l'accompagnement des femmes entrepreneures.

En regardant les liens entre les sources de financement et le niveau de rentabilité, le test de chi-carré affirme que les sources de financement ont un impact sur la rentabilité suivant leurs volumes.

Ce test, corrigé par celui de la valeur symétrique de phi au seuil de 0,001, affirme qu'il y a moins de 0,1% de chance de se tromper en affirmant que la relation est une relation de taille d'effet moyenne, soit un impact de 23,3% qui ont les sources de financement sur la rentabilité.

Évoquant aussi la motivation d'entreprendre, plusieurs femmes entrepreneures sont motivées par manque d'emploi qualifié (soit 17,5) ; 8,5% motivées par l'insuffisance du salaire ; 26,3% par le besoin d'aider les parents ou leurs maris ; 23,3% par le besoin d'être autonome et 24,5% ont une vocation entrepreneuriale. Donc, les motivations entrepreneuriales des femmes enquêtées sont à la fois des types push et pull.

Ces résultats croisent ceux d'Abdoulaye Wane et de Ngondo Abengmoni sur plusieurs aspects. Ils affirment que les efforts fournis par l'État dans son accompagnement sont d'une importance capitale car ils permettent d'aboutir à la naissance des fédérations féminines plus organisées, ce qui a contribué de façon certaine à une augmentation de la masse des femmes entrepreneures du Sénégal et ça aussi joué positivement sur leur rentabilité.

Ils évoquent aussi l'insuffisance de financement qui conduit plusieurs femmes à entreprendre dans l'informel et cela contrairement aux hommes. Les femmes sont aussi motivées par plusieurs facteurs, entre autres le manque d'emploi, l'insuffisance du salaire, l'autosuffisance, etc. et cela dans le but de subvenir aux besoins de leurs ménages en vue d'assister soit leurs maris soit leurs parents. Et cela est la même logique que Kamuanya Biata Gloria et Mobeshi Ornella.

Par ailleurs, Ndeye Soukhana G. précise que les travaux des femmes restent cantonnés que dans la sphère privée domestique. Dans cet espace privé et familial, la femme exerce des activités non rémunérées considérées comme invisibles. Et dans cette situation, les femmes sont loin d'être accompagnées ou soutenues par l'État ou d'autres partenaires nationaux ou internationaux.

- Elles font face à d'énormes difficultés telles que :
- Insolvabilité des clients ;
 - Difficultés environnementales liées au manque d'esprit ouvert par les personnes du milieu ;
 - Difficultés liées au transport ;
 - Difficultés d'approvisionnement ;
 - Difficultés de financement ;
 - Difficultés familiales (dont, l'autorisation de son mari pour exercer).

Somme toute, les résultats de cette étude s'alignent principalement derrière l'étude empirique d'Abdoulaye Wane ci-haut citée et d'autres auteurs qui ont soutenu la vision renouvelée de la création des entreprises féminines.

CONCLUSION

La problématique de cette étude était constituée d'une seule question, à savoir : Au regard de l'entrepreneuriat féminin limité dans la province du Kasai Oriental, qu'elles seraient les stratégies capables de contribuer à son développement et à l'amélioration de la vie socioéconomique des femmes de la province ?

À l'issue de l'analyse, l'hypothèse considérée comme une approche de renforcement de capacité des femmes entrepreneures en termes de formation et d'accompagnement, etc. en vue de l'amélioration de leur vie socioéconomique est confirmée.

Au regard de l'analyse empirique, les résultats révèlent qu'il y a dépendance entre l'accompagnement des entrepreneures et le niveau de leur rentabilité car le tableau de chi-carré présente le chi calculé (7,8) supérieur au chi-carré théorique (3,84). Et cela donne lieu à l'acceptation de l'hypothèse alternative.

Considérant la valeur théorique de phi, au seuil de significativité égale à 5%, le test révèle que l'impact de l'accompagnement de l'Etat bien que soit très important est négatif (soit 0,140). Donc, l'Etat ne joue pas significativement son rôle d'accompagnateur des femmes entrepreneures.

En regardant les liens entre les sources de financement et le niveau de rentabilité, le test de chi-carré affirme que les sources de financement ont un impact sur la rentabilité suivant leurs volumes. Ce test, corrigé par celui de la valeur symétrique de phi au seuil de 0,001, affirme qu'il y a moins de 0,1% de chance de se tromper en affirmant que la relation est une relation de taille d'effet moyenne, soit un impact de 23,3% qu'ont les sources de financement sur la rentabilité. En effet, la deuxième hypothèse de la présente étude est confirmée.

Évoquant aussi la motivation d'entreprendre, plusieurs femmes entrepreneures sont motivées par le manque d'emploi qualifié (soit 17,5) ; 8,5% par l'insuffisance du salaire ; 26,3% par le besoin d'aider les parents ou leurs maris ; 23,3% par le besoin d'être autonomes et 24,5% ont une vocation entrepreneuriale.

À la suite du constat défavorable sur l'entrepreneuriat féminin à Mbuji-Mayi contribution de l'entrepreneuriat féminin au développement du local du Kasai Oriental, il y a lieu de formuler les perspectives-pistes de solutions suivantes :

1. Pour l'État il est mieux de (d'):

- initier le mécanisme de renforcement de capacité des femmes entrepreneures en créant une structure unique qui pourrait répertorier les femmes entrepreneures et leurs besoins ;
- mettre en place un système fiscal favorable et souple qui pourrait permettre à l'entrepreneuriat féminin d'évoluer dans tous les domaines d'activités du milieu et lui faciliter sa croissance ;
- Assainir le climat d'affaires en veillant sur les tracasseries administratives et fiscales, les variations du taux de change, la concurrence déloyale, etc.
- Mettre en place un système de taxation optimale consistant à taxer aux entrepreneures selon leurs niveaux d'activités, leurs volumes de vente, etc.
- Etc.

2. Aux opérateurs économiques féminins de (d'):

- Avoir la culture fiscale car c'est la source des moyens de l'État ;
- Quitter le secteur informel pour le secteur formel gage d'accompagnement de l'État ;
- Concilier les idées afin d'élaborer les projets créateurs des richesses ;
- S'informer et être formé sur l'entrepreneuriat ;
- Etc.

3. Aux ONG et diverses structures de la société civiles de (d') :

- Contribuer à l'accroissement des capacités et de l'agentivité des femmes c'est à dire contribuer à l'acquisition et l'accroissement d'habileté des femmes à agir en fonction de ce qu'elles considèrent comme valable;
- Travailler à faire évoluer les normes sociales du système patriarcal ;
- Initier des plaidoyers en faveur des lois qui protègent et promeuvent l'entrepreneuriat des femmes ;
- Servir d'interfaces entre les femmes entrepreneures et les organes étatiques à différents échelons.

Ainsi dit, il n'y a rien de pur ni de parfait ici-bas dit-on. Ainsi, nous n'avons aucune prétention d'avoir produit de manière exhaustive les idées de cette recherche. En effet, les limites de ce travail constituent les ouvertures des recherches ultérieures.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. Aude D'Andria et Ines Gabarret, *Femmes et entrepreneurs : trente ans de recherche en motivation entrepreneuriale féminine*, éd. De Boeck, 2016.
2. Denieuil P.N., *Femmes et entreprises en Tunisie : Essai sur les structures du travail féminin*, éd. Le Harmattan, Paris, 2005.
3. Duthil G. et Vanshacked, *Les statistiques descriptives appliquées à l'économie de l'entreprise*, éd. Le Harmattan, Paris, 1990.
4. Gagey, *Comprendre l'économie Africaine*, éd. Le Harmattan, Paris, 1985.
5. Gartner W.B., *Aspect de l'émergence organisationnelle in bull, Entrepreneuriat, perspectives sur la construction des paradigmes*, éd. Dunod, Paris, 1995.
6. Gasse Y. et d'Amour A., *Profession d'entrepreneurs*, Les éditions transcontinentales, Paris, 1993.
7. Knigh F., *Mobilisation des ressources : un guide pour les organismes de recherche à but non lucratif*, éd. Venture, Canada, Octobre 2010.
8. Leger-Jarniou C., *L'entrepreneuriat*, éd. Dunod, Paris, 2013.
9. Marchesnay M. et Julien P., *La petite entreprise : principes d'économie et de gestion*, éd Vuibert, Paris, 1985.
10. Schumpeter J. A., *Théorie de l'évolution économique*, éd. Dalloz, Paris, 1935.
11. Timmons, *Vision renouvelée de la création d'entreprise*, Irwin, 1994.
12. Verstraete T. et Soportae B., *Création d'entreprise et entrepreneuriat*, éd. l'ADREG, Paris, 2006.
13. Verstraete T., *Position d'un cadre théorique pour la recherche : PhE = (cxexp) ExO*, éditions de l'ADREG, Lille, 2000.

II. ARTICLES ET REVUES

1. Alvord S. H., Brown L. D. et Letts C. W., "Social entrepreneurship and social transformation: an exploratory study", in *The journal of applied behavioural science*, vol. 10, n°3, 2001.
2. Annie C. et Constantinidis C., « Entreprendre au féminin : une réalité multiple et des attentes différenciée », in *Revue française de gestion*, n°151, Paris 2007.
3. Bygrave W. et Hofer, « Théories sur l'entrepreneuriat », in *Revue sur l'entrepreneuriat : théories et pratiques*, vol. 16 n°1991.
4. Gasse Y., « Entrepreneuriat moderne : attributs et fonctions », in *Revue internationale de gestion*, Vol. 7 n°4, 1883.
5. Gartner W., « De quoi parle-t-on quand on parle d'entrepreneuriat », in *Journal of business Venturing*, vol. 5, n°15, 1990.
6. Robert L., « Les femmes se prononcent : stratégies féministes d'entrepreneuriat pour les femmes francophones », Réseau femmes Colombie-Britannique, Mai 2010.

7. Thierry V., « Quatre paradigmes pour cerner le domaine de la recherche en entrepreneuriat », CIFEPME, Montpellier, octobre, 2004.
8. Zahra S.A., Gedajlovic E., Neubaum D.O. and Shulam J.M., "A typology of social entrepreneurs: motivation search processes, and ethical challenges", *Journal of Business Venturing*, December 2008.

III. SÉMINAIRES, MÉMOIRES ET THÈSES

1. Abdoulaye Wane, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : obstacles et essais des solutions*, Mémoire DEA en économie de développement, Université cheik Antadiop, 2009.
2. Bruyat C., *Création d'entreprise, contribution épistémologique et modélisation*, Thèse de doctorat en sciences de gestion, ESA-Université Grenoble II, Montpellier, 1993.
3. Cheikh B., *L'intention de créer une start-up en TIC*, séminaire, Université de Cheikh Anta Diop, Sénégal, 2009.
4. Ndèye Soukhana G., *Stratégies de lutte contre la pauvreté féminine : exemple de regroupements des femmes de Dakar*, Mémoire de DEA en sociologie, Université cheikh ANTADIOP de Dakar, 2009.
5. Ngondo Abengmoni J., *L'entrepreneuriat féminin et la participation des femmes au développement économique*, Séminaire, Institut national de la femme et de sport de Yaoundé, 2008.

IV. RAPPORTS

1. Oxford poverty and human development initiative, *Comprendre la pauvreté en Afrique*, Mansfeld Road, Oxford, OX1 3TB. ophi@qeh.ox.ac.uk www.ophi.org.uk, 2020.
2. World Bank, *poverty in a rising africa*, Africa poverty report, Washington DC, 2016.
3. Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain: Égalité sociologique entre les sexes et développement humain*, 1995.